INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 26 août 2022**

* Proche de l'équilibre depuis le début de la séance, le CAC 40 a chuté dans le sillage de Wall Street. La Bourse de Paris a flanché ce soir de 1,68 % à 6 274 points et l’Euro Stoxx 50 a perdu 1,92 % à 3603 points. Vers 17h15, Dow Jones perdait 1,2%. Pénalisé par le bond du rendement du 10 ans américain +17 points de base à 3,047%, le Nasdaq décroche de près de 2%. Les marchés s'attendaient à un discours agressif de Jerome Powell en conclusion du symposium des banquiers centraux de Jackson Hole, ils n'ont pas été déçus. Le président de la Fed a frappé fort. "Les marchés se battaient contre la Fed, et Powell vient de se défendre", résume Callie Cox, analyste investissement US chez eToro.

Dans un court discours de six pages, Jerome Powell a prévenu que la Fed continuera à faire baisser l'inflation jusqu'à ce que ce soit fait et la lutte sera coûteuse en termes d'emplois et de croissance économique.  
"La réduction de l'inflation nécessitera probablement une période soutenue de croissance inférieure à la tendance", a déclaré Jerome Powell.  
"De plus, il y aura très probablement un certain assouplissement des conditions du marché du travail. Si la hausse des taux d'intérêt, le ralentissement de la croissance et l'assouplissement des conditions du marché de l'emploi feront baisser l'inflation, ils feront également souffrir les ménages et les entreprises", a-t-il ajouté.

* Vendredi dernier, le prix de gros de l’électricité en France a dépassé 1 000 euros le mégawattheure, contre... 85 euros il y a un an. L’électricité est soutenue par la chute des exportations de gaz russe vers l’Europe depuis la guerre en Ukraine, de nombreuses de centrales thermiques utilisant du gaz pour générer de l’électricité. La flambée des cours s’explique également par l’arrêt de nombreux réacteurs nucléaires d’EDF pour des problèmes de corrosion et de maintenance. En France, seulement vingt-quatre des cinquante-six réacteurs nucléaires d’EDF fonctionnent actuellement.
* Cette semaine, la livre sterling a atteint 1,172 dollar, soit son plus bas niveau depuis mars 2020, au début de la pandémie. Elle est restée stable à face à l’euro, lui aussi chahuté. La devise britannique est pénalisée par le bond de l’inflation, qui a atteint en juillet 10,1%, soit son plus haut niveau depuis 1982. Selon la Banque d'Angleterre, elle pourrait atteindre 10,3% en octobre avec la prochaine hausse des tarifs régulés de l'énergie pour les particuliers.
* En juillet, les revenus des ménages ont progressé sur un mois de 0,2%. Les économistes tablaient sur +0,6% après +0,7% en juin (révisé de +0,6%). Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,1% contre un consensus de +0,4% après +1% en juin (révisé de +1,1%).
* En août, la confiance des ménages en France s'améliore légèrement après 7 mois consécutifs de baisse. À 82, l'indicateur qui la synthétise augmente de deux points mais reste bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2021).

**SOCIETES**

* Après les révélations du Monde, selon lesquelles TotalEnergies aurait pu contribuer indirectement à alimenter en kérosène des avions russes, la compagnie française a annoncé céder sa participation de 49% dans un champ gazier russe à son partenaire Novatek.

Dans un communiqué, la major indique que la tractation a débuté le 18 juillet, date à laquelle elle et Novatek se sont accordés en vue de la cession par TotalEnergies de la participation de 49% dans la société Terneftegaz qui exploite le champ de gaz et de condensats de Termokarstovoye en Russie "dans des conditions économiques permettant à TotalEnergies de recouvrer les montants investis dans ce champ qui lui restent dus".

Le feu vert des autorités russes a été donné le 25 août, ce qui a permis à TotalEnergies et à Novatek de signer ce 26 août.

Cette annonce survient dans un moment difficile pour TotalEnergies, sous pression depuis la publication de l'article, ce mercredi.

Après un premier démenti immédiat, le groupe a publié un second démenti ce matin réaffirmant que non, il ne produisait pas de kérosène dérivé des condensats de gaz pour l'armée russe.

En réaction à l'article du Monde affirmant le contraire, la société a saisi le 25 août le management de son partenaire russe Novatek d'une demande d'informations sur le devenir des condensats de gaz produit par le champ de Termokarstovoye en Russie.

Novatek assure que le kérosène qu'il produit est exclusivement exporté hors de Russie. Ce jet fuel n'a pas les certificats nécessaires pour être vendu sur le marché russe.

En conséquence, poursuit TotalEnergies, "il est clair que les allégations de certains médias et les appels à enquêter sur les activités de TotalEnergies dans nos sociétés conjointes n'ont absolument aucune base factuelle".

TotalEnergies souhaite que soit mis fin à cette polémique sans fondements qui atteint à la réputation de l'entreprise et a décidé de mener toute action juridique pour y mettre fin, si cela s'avérait encore nécessaire.

* EDF est resté stable à 11,94 euros, soit tout proche du prix de 12 euros fixé par l'Etat dans le cadre de sa prochaine OPA. Sans cette perspective, la matinée aurait sans doute été plus difficile pour le titre de l’électricien. Hier soir, le groupe a en effet annoncé la prolongation de plusieurs semaines de l'arrêt de quatre réacteurs nucléaires affectés par des problèmes de corrosion. En mai dernier, EDF avait ajusté à la baisse son estimation de production nucléaire en France pour 2022 en raison de la fermeture de 12 réacteurs pour cause de corrosion. Il a confirmé hier cette estimation.

Le groupe continue de tabler sur une production comprise entre 280-300 TWh, même s'il reconnaît que la production atteindra "probablement" le bas de cette fourchette.

Dans le détail, les réacteurs 1 et 4 de la centrale de Cattenom, en Moselle, seront reconnectés au réseau électrique respectivement les 1er et 14 novembre. Le numéro 3 sera opérationnel le 11 décembre. La tranche numéro 1 de la centrale de Penly (Seine-Maritime) sera remise en service le 23 janvier.

En tout état de cause, ce retard dans la réouverture de ces quatre réacteurs pourrait renforcer les tensions sur l'approvisionnement en électricité de la France et nourrir l'inflation énergétique. Le prix du MWh a atteint 900 euros hier contre moins de 100 euros il y a un an et moins de 50 euros en moyenne dans les années précédentes.

Entre les opérations de maintenance prévues et les arrêts liés à la corrosion, 32 réacteurs nucléaires sont à l'arrêt sur un total de 56.

* Moderna va porter plainte contre Pfizer et BioNTech pour violation de brevets relatifs à sa plateforme ARNm, source des vaccins Covid développés par les trois parties. "Cette technologie révolutionnaire était essentielle au développement du vaccin à ARNm Covid-19 de Moderna, Spikevax", a déclaré la société dans un communiqué. "Pfizer et BioNTech ont copié cette technologie, sans l'autorisation de Moderna, pour fabriquer Comirnaty", ajoute le communiqué.

Stéphane Bancel, PDG de Moderna, a déclaré que l'entreprise cherchait à protéger la technologie qui lui a coûté des milliards de dollars d'investissements au cours de la décennie qui a précédé la pandémie.

Moderna a déclaré en 2020 qu'elle ne ferait pas valoir ses brevets tant que la pandémie se poursuivrait, mais elle a maintenant mis à jour son engagement.

La biotech ne poursuivra pas les brevets pour les vaccins utilisés dans les 92 pays à revenu faible ou intermédiaire dans le cadre de l'engagement de Gavi Covax Advance Market, mais s'attend à ce que Pfizer et BioNTech respectent maintenant ses droits de propriété intellectuelle.

* Plastivaloire a bondi de 8,9% à 4,35 euros, soutenu par le rebond de son activité au troisième trimestre. L'équipementier automobile a renoué avec la croissance sur l'ensemble de ses activités et de ses zones géographiques. Le chiffre d'affaires de la période en revue a progressé de 11,6% (+10,8% à taux de change constant) à 179,6 millions d'euros. Ce trimestre a été marqué par le retour à la croissance du secteur Automobile (pièces et outillage), en progression de 9,1% à 142 millions d'euros.

Le secteur Industries (pièces et outillage) confirme son dynamisme avec un chiffre d'affaires au troisième trimestre de 37,6 millions d'euros en croissance de +22,4%.

Les secteurs Automobile et Industries pèsent respectivement pour 79,1% et 20,9% du chiffre d'affaires trimestriel.

Le groupe a bénéficié de son positionnement sur des programmes porteurs dans un contexte de reprise progressive de la production automobile mondiale, malgré les pénuries en composants électroniques qui continuent de provoquer des épisodes ponctuels de "stop & go" chez les constructeurs.

* Le marché du secteur des jeux vidéo est en ébullition. L'annonce de rachat d'Electronic Arts (EA) par Amazon, révélée par le journal US Today, suscite les spéculations. L'éditeur de jeux en a profité à la bourse new-yorkaise, l'action bondissant de 5,33% à 134,82 dollars. Le secteur des jeux est en effervescence depuis l'annonce du rachat d'Activison Blizzard par Microsoft. Cette information selon laquelle Amazon serait prêt à racheter Electronic Arts a dopé les valeurs françaises du secteur, à l'instar d'Ubisoft qui a grimpé de 3,39% à 44,50 euros.

Une telle acquisition constituerait un véritable séisme permettant au géant de la vente en ligne d'acquérir des licences majeures telles que Battlefield, Mass Effect, Dragon Age ou encore FIFA (qui deviendra EA Sports FC).

Toutefois, certains médias américains sont beaucoup plus dubitatifs quant à la réalisation de cette opération.

Ainsi, la chaîne CNBC prétend qu'Amazon n'a pas prévu de faire une offre pour racheter Electronic Arts.

En mai dernier, un possible rachat d'EA avait déjà fait la une. Et parmi les entreprises intéressées figuraient Apple, Disney et déjà Amazon.

**ANALYSES**

* Au printemps 2021, beaucoup de commentateurs s'attendaient à ce que nous revivions les Années folles. Ce ne sera pas le cas. L'économie ralentit des deux côtés de l'Atlantique. La situation est plus inquiétante en Europe qu'aux Etats-Unis. Une interruption complète de l'approvisionnement en gaz par la Russie pourrait plonger l'Europe dans une profonde récession cette année. Plusieurs pays n'éviteront certainement pas un rationnement de l'énergie. Dans ces circonstances, on ne peut être que baissier à moyen terme sur l'euro. La monnaie unique fait face à une dégradation des termes de l’échange en raison de la crise énergétique qui pourrait pousser la paire euro-dollar vers le seuil des 0,90.

La divergence de politique monétaire entre la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) est un des principaux facteurs poussant l'euro à la baisse. Alors que la Fed a commencé son cycle de hausse des taux en mars (hausse de 225 points de base depuis cette date), la BCE a attendu le mois de juillet (hausse de 50 points de base au total). Désormais, l'économie ralentit. C'est le cas aux Etats-Unis mais la croissance part d'un niveau plus haut de l'autre côté de l'Atlantique.

Mi-juillet, la Commission européenne a revu drastiquement à la baisse ses projections de croissance pour la zone euro en 2023, à 1,4 % contre 2,3 % lors de la publication de mai dernier. C'est encore optimiste. Nous tablons sur une croissance seulement à 1 % l'an prochain. Ce n'est qu'en fin d'année que la BCE devrait acter dans ses projections macroéconomiques le ralentissement à l'œuvre. Cela signifie que la banque centrale a environ six mois pour durcir sa politique monétaire. C'est court. Est-ce que ce sera suffisant pour faire diminuer significativement l'inflation ? Ce n'est pas certain.

Nous nous attendons à ce que la Fed fasse une pause dans le cycle de hausse des taux à peu près au même moment que la BCE. Il est évident que la Fed aura plus de marge de manœuvre que la BCE pour stimuler l'économie si nécessaire via l'outil des taux d'intérêt. C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes plus optimistes pour l'économie américaine que pour l'économie de la zone euro.

Nous considérons que la Fed sous-estime encore la dynamique d'inflation. Cela signifie que la banque centrale américaine pourrait être contrainte d'augmenter ses taux cette année au-delà de l'objectif fixé à 3,4 %. Nous sommes confiants dans la capacité de la Fed de juguler l'inflation. La correction ordonnée sur les marchés financiers est un facteur majeur qui plaide en faveur de la thèse d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine, en particulier.

Nous sommes plus pessimistes pour l'Europe. L'inflation est liée essentiellement à des facteurs externes. Cela signifie que le durcissement de la politique monétaire n'est pas un outil idoine pour faire baisser l'inflation. Ce dont nous avons besoin, c'est une stabilisation du prix des matières premières agricoles et énergétiques. Mais c'est peu vraisemblable dans un monde de plus en plus polarisé.

Le risque politique est également de nouveau sur le devant de la scène du fait des élections générales anticipées en Italie le 25 septembre. Selon les sondages, un gouvernement populiste de droite dirigé par le parti Frères d'Italie devrait l'emporter. Cela signifie plus de tension sur la dette italienne à court terme et un déblocage des fonds destinés à l'Italie au titre du Fonds de relance européen probablement retardé. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Europe.

La variole du singe, désormais considérée par l'OMS comme une urgence sanitaire mondiale, s'invite également en toile de fond.

Enfin, la confiance des entreprises et leurs attentes pour les mois à venir sont proches des points bas historiques, essentiellement à cause de la crise énergétique. L'Europe fait donc face à un scénario catastrophe qui risque de durer.

De notre point de vue, la crise énergétique est un sujet bien plus préoccupant à moyen terme que l'inflation. Le 26 juillet dernier, les ministres de l'Energie de l'UE se sont mis d'accord sur une baisse de la demande de gaz de 15 % sur la période allant du 1er août 2022 au 31 mars 2023. Mais cet accord a peu de chances d'être respecté tant il contient de dérogations et d'exemptions possibles. Nous craignons que l'Europe, et en particulier l'Allemagne, ne soit confrontée à un rationnement de l'énergie cet hiver. La récession serait alors inévitable.

Si la Russie coupe totalement les approvisionnements en gaz vers l'Europe, le FMI estime que le PIB pourrait chuter jusqu'à 6 % dans les pays les plus touchés. Le recul serait de 3 % en Allemagne et de 0,5 % en France.  Avec des implications pour l'euro : l'euro pondéré en fonction des échanges commerciaux, indicateur suivi de près par la BCE, est à son plus bas niveau depuis 2017, et la hausse des taux directeurs ne change pas la donne. Si la crise énergétique s'accentue, rien ne permettra d'espérer un rebond durable de la monnaie unique.

**L’AGENDA DU 29 août 2022**

Marchés fermés au Royaume-Uni ("Summer Bank Holiday")